

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



La politique norvégienne au Moyen-Orient

Realpolitique ou « idealpolitique » ?

**Mémoire de géopolitique
du Capitaine de Frégate Jan GEELMUYDEN
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du Moyen-Orient »**

Directeur : Monsieur François THUAL

12 Mars 2007

La politique norvégienne au Moyen-Orient

Realpolitique ou « idealpolitique » ?

I

Les grandes lignes historiques de la géopolitique norvégienne

II

Les composantes idéologiques de la pensée norvégienne

III

Les relations et les engagements norvégiens au Moyen-Orient

IV

Où convergent la realpolitique et « l'idealpolitique » -
La politique officielle en face de l'opinion publique

V

Conclusion

Introduction

Quand il est question du processus de paix au Moyen-Orient, il est rare que le nom de la Norvège n'apparaisse pas. Il peut paraître surprenant qu'un pays comme la Norvège, aussi éloigné du Moyen-Orient, en soit venu à jouer un tel rôle dans la région. Mais c'est un fait que, pendant les dernières années, non seulement la Norvège a été présente, mais elle a été capable d'exercer une influence réelle en plusieurs circonstances du processus de paix au Moyen-Orient. Il s'agit de contributions militaires, diplomatiques, économiques, et humanitaires. La Norvège a été surtout active pendant ce qui a été nommé "Le Canal d'Oslo" qui mène à « l'Accord d'Oslo » signé à Washington DC en 1993 entre Israël et les Palestiniens.

La Norvège a une longue tradition en matière d'activités humanitaires. Elle a été présente dans beaucoup de régions du monde, et elle demeure encore très active aujourd'hui. Les contributions de la Norvège aux aides d'urgence et aux aides au développement sont très importantes, la Norvège agissant chaque année activement et substantiellement au niveau économique.

Par ailleurs, la Norvège s'est engagée dans plusieurs opérations militaires à travers l'OTAN, l'ONU et l'UE. Au Moyen-Orient aujourd'hui, la participation la plus importante est celle d'Afghanistan.

Mais la Norvège a aussi été active dans la FINUL au Liban du sud pendant la période 1982 à 1998 avec au total environ 30.000 des effectifs. Aujourd'hui la Norvège est encore présente au Liban en déployant des forces maritimes qui patrouillent dans les eaux territoriales Libanaises.

Au vu de tout cela, on est fondé à se poser la question suivante:

Quelle est la motivation pour un petit pays comme la Norvège, dans "la périphérie de la civilisation" de s'engager aussi loin d'elle, et sur une telle étendue, comme elle l'est au Moyen-Orient ? Est-on en présence d'une realpolitique ou d'une « idealpolitique ? »

Dans ce mémoire, réalisé dans la cadre du séminaire "Géopolitique du Moyen-Orient", nous nous concentrerons principalement sur la période d'après la Guerre Froide en analysant ce qui a pu inspirer la conduite de la politique étrangère norvégienne : S'agit-il s'agit tout

simplement d'une nation qui veut manifester au reste du monde ses bonnes intentions , ou y-a-t-il, derrière cette démarche, d'autres implications, plus profondes?

En premier lieu, un bref rappel de l'histoire générale de la politique étrangère norvégienne pendant les cent dernières années paraît nécessaire pour éclairer le débat. Quelles sont les traditions qui ont fait de cette politique ce qu'elle est aujourd'hui? Nous verrons en l'occurrence quelles sont les dominantes qui inspirent les relations avec le Moyen-Orient? Puis nous aborderons plus en détail le contenu de ces relations.

En second lieu, nous devons plonger à fond dans les éléments les plus marquants du débat public qui se déroule actuellement entre la Norvège officielle et la collectivité intellectuelle des experts de plusieurs universités, instituts polytechniques et institutions de recherche en politique internationale.

Nous comptons alors être en mesure de donner une réponse raisonnable à la question initiale: Sommes-nous en présence d'une realpolitique ou s'agit-il d'une « idealpolitique»?

1 Les grandes lignes historiques de la géopolitique norvégienne

Afin de mieux comprendre les engagements norvégiens au Moyen-Orient, il est nécessaire d'examiner en détail et sur le long terme les traditions, liens et rapports ayant présidé à la politique étrangère norvégienne. Nous effectuerons par conséquent un bref voyage qui commence au début du XXème siècle, lorsque la Norvège a gagné son indépendance et se termine de nos jours; nous prendrons une vue générale sur les défis et les dilemmes qu'a rencontrés et rencontre jusqu'à ce jour la Norvège dans l'arène internationale.

1.1 1905 - 1940: Neutralité dans la périphérie du monde

La Norvège a déclaré son indépendance vis à vis de la Suède le 7 juin 1905, après un litige de longue durée entre le Parlement norvégien et le Roi Oscar II de Suède, litige portant essentiellement sur le degré d'autonomie de la Norvège dans l'Union avec la Suède. La nécessité d'un corps consulaire qui représenterait dans l'Union les intérêts économiques norvégiens a été la pierre d'achoppement dans le processus qui s'est terminé par la dissolution de l'Union. L'activité commerciale de la Norvège était déjà importante depuis une assez longue période, notamment dans les secteurs de la pêche, du bois et de la navigation internationale, mais elle souffrait de l'absence d'un soutien diplomatique et consulaire de la part de la Suède dont la politique demeurait orientée principalement vers le l'Europe continental.

Quand la déclaration d'indépendance devint réalité, le Ministre des Affaires Etrangères norvégien définit les deux principaux axes à poursuivre dans la politique étrangère du pays.

Ils avaient déjà été formulés et recommandés par Bjørnstjerne Bjørnson, poète norvégien le plus populaire, écrivain et commentateur politique important à l'époque : ¹

« Nous ne voulons avoir aucune politique étrangère, et nous devons rester hors du champ de toute coalition ou alliance qui pourrait nous entraîner dans des aventures guerrières avec n'importe lequel des états bellicistes de l'Europe. » ²

¹ En 1885 Bjørnson avait déclaré : "Notre but doit être de nous tenir éloignés de toute implication politique internationale au moyen de traités d'arbitrage et de neutralité pour, ensuite, installer nos propres instances consulaires qui soutiendront notre commerce et nos activités maritimes, totalement sous notre contrôle, par un Ministère des Affaires Étrangères qui n'aura pas de politique étrangère." (Riste, 2004, p.66).

² Ce l'extrait et le suivant tirés du document de Heiberg J.V. "Unionens oppløsning 1905" (Dissolution de l'Union en 1905), Kristiania 1906. (." (Riste, pp.75-76). (Kristiania est l'ancien nom d'Oslo).

- *«Actuellement, aucune politique ne tient pour nous une place plus importante, aucun intérêt ne doit prévaloir sur notre détermination essentielle: sécuriser au maximum nos relations internationales matériellement « utiles»: Commerce, réglementation douanière et communications, sécurisés par des traités, ont depuis l'époque de Bismarck, de plus en plus prévalu dans nos relations avec les états. C'est d'autant plus essentiel pour notre pays qu'il est engagé dans un nombre considérable d'opérations reposant fondamentalement sur les exportations et les importations.*
- *De tels traités ainsi que tous moyens pour sécuriser le commerce sont d'une importance vitale pour un pays qui, économiquement, n'est pas auto-suffisant. C'est cette politique étrangère que le gouvernement de la Norvège souveraine doit mener avec toute sa force et sa perspicacité, recherchant tous les supports et toutes les aides qui puissent se trouver à l'étranger».*³

Ainsi la Norvège a cherché à profiter de sa position géographique, c'est à dire « à la périphérie », pour rester neutre dans tout futur conflit entre les grandes nations. De plus, au vu de son manque d'une vraie capacité militaire, il était capital pour la Norvège d'être reconnue aussi rapidement que possible par les puissances européennes afin d'être capable de résister à une quelconque agression de la part de la Suède.

Ce fut aussi la raison principale du choix par la Norvège d'une monarchie comme régime gouvernemental plutôt que d'une république. En choisissant le prince danois Carl (Haakon VII) marié à la princesse Maud, fille du Roi Edward VII de Grande Bretagne, les bonnes relations espérées avec ce pays s'en sont trouvées assurées. C'est d'ailleurs l'origine de nombreuses assertions qui, plus tard, voulaient laisser entendre que la neutralité norvégienne n'était qu'un «masque» cachant un accord de garantie de protection avec la Grande Bretagne.⁴ La première nation qui a reconnu l'indépendance de la Norvège a été la Russie. Ensuite, les autres nations ont suivi peu de temps après.

Pendant la première guerre mondiale la Norvège a parvenu à maintenir sa neutralité, mais il ne faisait guère de doute que ses sympathies allaient du côté des puissances alliées. Quoiqu'il en soit, avec son active flotte commerciale internationale, la Norvège s'est trouvée

³ Nous voyons déjà ici l'ébauche d'une tendance qui, d'une certaine façon, caractérise encore la politique étrangère de la Norvège jusqu'à aujourd'hui et qui conduit, notamment, à la conclusion de traités assurant la sécurité et le commerce pour les petites nations du monde (ed).

⁴ Eide, 2004.

fortement impliquée suite aux agressions allemandes sur les bateaux norvégiens, beaucoup d'entre eux ayant sombré, faisant périr des milliers de marins norvégiens.

Déjà avant la guerre, la Norvège avait participé activement aux efforts pour établir un régime d'arbitrage international qui devait réduire le « besoin de guerre » entre états. Après la guerre, le président américain a pris l'initiative de créer la Société des Nations; la Norvège a soutenu activement l'entreprise qui était en conformité avec sa pensée et ses convictions d'avant-guerre.

Une participation américaine défailante et d'autres faiblesses ont été les raisons pour lesquelles l'Organisation n'a pu résister aux tensions politiques de plus en plus fortes qui se sont développées dans les années trente.⁵

Cependant, la Norvège et le Danemark ont, les premiers, montré le bon exemple en laissant, lors du litige sur le contrôle du Groenland, à la Cour de La Haye le soin de prendre la décision en 1933. La Norvège a perdu l'affaire mais a accepté la décision dans le souci du respect de l'ordre international. Cela représentait, à l'époque, une véritable exception dans les relations internationales.

Les efforts et les réalisations de Fridtjof Nansen⁶ comme Haut Commissaire de la Société des Nations en faveur des réfugiés et prisonniers des guerres des conflits précédents, des victimes de la famine dans l'Union Soviétique et après la guerre gréco-turque, sont des marques exemplaires qui ont, dès cette époque, caractérisé les engagements internationaux norvégiens dans le secteur de l'aide humanitaire.

1.2 1940/45 – 1990: Occupation, «bâtir de ponts », alliances et Guerre froide

La combinaison du non-alignement et de la garantie implicite de Grande-Bretagne n'a pas empêché l'Allemagne d'attaquer la Norvège le 9 avril 1940. Après deux mois de résistance armée, à laquelle la France a contribué considérablement, aux côtés de l'Angleterre et de la Pologne, le pays entier passait sous contrôle allemand. Cependant, l'évacuation du roi et du gouvernement vers l'Angleterre a permis à la Norvège de subsister comme Etat indépendant pour la durée de la guerre. La tentative désespérée de maintenir un équilibre neutre entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne avait échoué et la Norvège n'était plus une nation neutre.

⁵ Bien que La Société des Nations fût une idée américaine, en 1919 la participation américaine a été repoussée par le Congrès.

⁶ Fridtjof Nansen 1861-1930: explorateur Norwegian, scientifique et humaniste.

La totalité de la flotte commerciale a été contrôlée par un organisme gouvernemental nommé Nortraship⁷, constituant une source de revenus pour l'Etat et permettant de participer en même temps à la guerre avec les environ 1000 bateaux qui n'étaient pas en Norvège quand l'Allemagne a attaqué.

Les expériences politiques vécues pendant la deuxième Guerre Mondiale ont constitué des raisons importantes d'opter plus clairement pour une « orientation occidentale » pendant la période d'après-guerre. Les dispositions politiques prises par Norvège pendant les quatre premières années après la guerre caractérisent même encore sa politique étrangère et les orientations prises aujourd'hui.

Cette période illustre également la manière dont se sont élaborées les priorités de politique étrangère par une interactivité entre les événements extérieurs, les propres expériences vécues par la nation, et les concepts hérités du passé.⁸ Néanmoins, la Norvège empruntait encore les chemins de la neutralité quand les Nations Unies étaient en train de s'établir, en croyant notamment qu'une bonne relation entre les Etats Unis et l'URSS dans le cadre de l'ONU servirait la politique norvégienne et son intégrité territoriale.

Cependant et déjà durant la guerre, il existait des indices annonçant que d'alliés importants, les EU et l'URSS pourraient devenir des adversaires majeurs, ce qui risquait d'entraîner, pour la Norvège une position d'extrême vulnérabilité en raison, à la fois, de sa proximité géographique avec l'URSS et de son orientation politique pro-occidentale.

C'est pourquoi pendant les négociations de San Francisco au printemps 1945, le chef de la délégation norvégienne, Trygve Lie, a déployé un travail ardu afin de parvenir à un résultat de la conférence satisfaisant pour les deux grandes puissances, de manière à ce qu'elles respectent leurs engagements, une fois ceux-ci établis.

Pendant ces négociations, la Norvège a adopté une attitude de realpolitique vis à vis de la nouvelle organisation. Par exemple, c'est à la surprise de beaucoup de nations que la Norvège a soutenu l'idée qu'un droit de veto au Conseil de Sécurité devrait être admis pour certains pays. Cette politique consistant à « bâtir des ponts » a, entre autres choses, contribué à ce que Trygve Lie apparaisse comme un choix acceptable pour le poste de premier secrétaire général de l'ONU.

Cette ligne de « construction de ponts » peut aussi être considérée comme la marque d'un désir profond de promouvoir une « région nord » dépourvue d'alliances⁹. Mais l'idée d'une

⁷ Nortraship: The Norwegian Shipping and Trade Mission.

⁸ Riste, 2004.

⁹ Eide, 2004.

sécurité et d'une politique étrangère fondées sur une bonne relation entre les superpuissances n'a pas résisté en face d'un monde de plus en plus « polarisé ». Le comportement de l'Union Soviétique pendant les années suivant la fin de la deuxième guerre mondiale a généré, pour la Norvège, le besoin de se rapprocher au plus près, pour sa protection, des puissances occidentales.

La Norvège est entrée dans le Traité de l'Atlantique Nord à la naissance-même de cette organisation en 1949, en même temps que le Danemark et l'Islande. La Suède est restée neutre et la Finlande a signé un accord d'amitié et de coopération avec l'URSS. C'est ainsi que le projet d'une alliance scandinave, discuté dans les milieux politiques nordiques pendant quelques années a échoué. Néanmoins, les trois pays nommés qui forment la côte Atlantique de la Scandinavie se sont sentis plus en sécurité en tant que membres de l'OTAN, rendant effectif leur désir d'être plus près des puissances occidentales.

Concernant la Norvège, il importe de souligner que l'OTAN n'était qu'un pacte défensif et non une alliance à caractère agressif vis à vis de l'URSS, et que cette disposition, admise au sein de l'ONU, demeurait valide. Pour attester de ses intentions de non - agression, la Norvège a établi l'interdiction de bases militaires alliées sur son sol et des armes nucléaires en temps de paix, ainsi que tout exercice militaire allié à proximité de la frontière soviétique.¹⁰ Il était de la plus grande importance de profiter de la toute jeune charte de l'ONU pour en faire l'organisme le plus à même d'assurer la stabilité mondiale, et de promouvoir la paix par l'arbitrage.

À partir de ce moment là nous voyons que la Norvège combine la croyance en une sécurité collective à travers l'ONU avec la participation à une défense collective comme membre de l'OTAN.

Pour la Norvège, la Guerre froide a représenté quelques 40 ans de stabilité au niveau de sa politique de sécurité. Bien que la Norvège ait, pendant cette période, représenté une des principales lignes de contact entre l'Est et l'Ouest, elle n'a cessé de se rapprocher des Etats Unis et il est relativement aisé de comprendre ce glissement de sa politique étrangère et de sécurité qui l'éloigne progressivement de sa préférence pour la neutralité. Pendant cette même

¹⁰ En dépit de cette politique, la Norvège a été impliquée dans plusieurs litiges avec l'URSS et plus tard avec la Russie accusée d'agir avec les agendas cachés. L'incident le plus récent était celui du soi-disant radio-détecteur de surveillance d'espace Globus II situé près de la frontière russe à Vardø et accusé par Russie de faire partie d'un système de surveillance de la défense anti- missile américain. Pendant une tempête en 2000, la couverture du radar a été emportée par le vent et a révélé le radar qui pointait vers la Russie. Le NASA n'avait aucune connaissance de ce radar. Pour en savoir plus consulter le site internet suivant: http://en.wikipedia.org/wiki/Globus_II.

période le soutien apporté à l'OTAN par la population norvégienne s'est accru dans des proportions telles qu'il peut être considéré comme un des plus forts dans l'Alliance.

1.3 L'Europe - Le grand dilemme

Alors que la grande majorité de la population norvégienne soutenait l'appartenance à l'OTAN et à l'ONU, il en allait différemment des relations avec l'Europe. Pour un certain nombre de raisons, sur lesquelles nous reviendrons, la Norvège est restée partagée sur cette affaire depuis que la question d'un rapprochement avec le continent avait été mise à l'étude en 1962. A l'époque, la Norvège a sollicité son appartenance à la CE suivant en cela la Grande-Bretagne qui l'avait fait un an auparavant.

En 1960 la Norvège avait rejoint la Grande-Bretagne dans l'AELE. Repoussant l'idée d'une intégration rapprochée avec l'Europe continentale. Cette position se raccorde à celle que nous avons déjà évoquée où, en 1905, la Norvège trouvait plus attractif l'idée d'une nation libre pratiquant le libre échange. On est dans la droite ligne de la logique de politique commerciale qui a prévalu depuis. En outre, la politique de sécurité norvégienne était centrée sur la Mer de Barents et la Péninsule de Cola et privilégiait les relations entre les superpuissances plutôt que les questions intérieures de l'Europe occidentale.

Cependant, quand la Grande Bretagne sollicita son appartenance en 1961, la Norvège a suivi, dans la continuité de sa croyance fidèle en un rapport privilégié avec les Anglais. C'est si vrai que lorsque la demande britannique a été rejetée par la CE, la Norvège a retiré également la sienne.

Les choses se sont reproduites en 1967. Après le départ de Charles de Gaulle, la Grande Bretagne a négocié son appartenance en 1972 en même temps que la Norvège, le Danemark et l'Irlande. Cette demande a provoqué des débats intérieurs sérieux qui ont débouché sur un référendum où 53,5% de la population ont voté contre l'adhésion.

Ainsi la question de l'appartenance à l'Europe a été gelée jusqu'en 1985, année où le projet de l'EEE (l'Espace Economique Européenne) dans lequel tous les pays de l'AELE participaient, sauf la Suisse, a été lancé pour être signé en 1992. Une nouvelle demande et un nouveau référendum sont intervenus en 1994, avec un résultat approximativement semblable à celui de 1972. Depuis cette époque, la question de l'appartenance norvégienne à l'UE n'a plus été évoquée.

1.4 *Après la Guerre froide*

Avec la fin de la Guerre Froide, la Norvège a dû redéfinir sa position stratégique. Bien que la totalité de la politique étrangère et de sécurité fût basée sur un scénario ultime, à savoir la crainte d'être assujéti par l'URSS, d'autres menaces et d'autres éventualités survenaient à l'horizon.

En premier lieu, la situation dans la Mer Barents et les rapports avec Russie se sont concentrés sur les questions environnementales et sur celle des ressources naturelles. Deuxièmement, les menaces militaires dans la Région Nord ont pratiquement disparu la Norvège concentrant ses efforts militaires vers le sud. Ceci était en ligne avec la nouvelle politique de l'OTAN considérant l'ONU comme le seul organisme dans lequel on serait susceptible de s'engager militairement.

1.5 *Conclusion intermédiaire*

La politique étrangère norvégienne pendant les cent dernières années est caractérisée par le passage progressif de l'isolationnisme à une participation active internationale. Au début de l'indépendance moderne norvégienne, l'isolationnisme et le commerce étaient les facteurs les plus importants. A la suite et comme conséquence des événements internationaux comme les deux guerres mondiales, l'établissement de la Société des Nations et plus tard de l'ONU on est passé du désir d'être un état neutre sur la scène internationale au besoin de devenir un allié des puissances occidentales, comme membre de l'OTAN afin de se sentir protégé. De ne s'occuper que de ses propres affaires on en est passé à devenir un contributeur majeur à l'aide humanitaire et aux arbitrages entre les nations. On a transformé une économie modeste et de faible ampleur en une des nations les plus riches du monde, troisième exportateur mondial de pétrole et de gaz.

2 Les composantes idéologiques de la pensée norvégienne

Un autre aspect de la politique étrangère norvégienne après 1949 a été celui d'un engagement continu dans le cadre de l'ONU et de la justice internationale. L'idée de base était de réussir à l'ONU là où la Société des Nations avait échoué. Le travail de Fridtjof Nansen, qui lui a valu le Prix Nobel de la Paix 1922, dont les Norvégiens furent extrêmement fiers, a eu comme effet la continuation dans la ligne de l'effort humanitaire international. Le Parlement a donc établi en 1952 la Fondation pour les pays « sous-développés » qui deviendra plus tard le NORAD.¹¹

Les premiers projets se sont adressés aux pêcheurs pauvres en Inde du sud – Karalla - et ont consisté en une aide à l'acquisition de bateaux et d'appareillages de pêche plus modernes. La Norvège a été un pionnier dans ce domaine et est devenue progressivement un des plus grands bailleurs de fonds d'aide extérieure par habitant. Dans certaines régions même, la Norvège était le plus gros bailleur de fonds en valeur absolue. Le gouvernement a recherché des programmes à long terme en partenariat avec d'autres associés. D'ambitieux et très coûteux plans ont été mis en place pour le développement des infrastructures et des communications.

L'objectif était de sortir les pays défavorisés de leur pauvreté, de la même façon que la Norvège s'en était extraite elle-même quelques décennies auparavant. Simultanément, la majorité de l'aide était canalisée au travers d'organismes et de programmes multilatéraux. Ainsi, la Norvège a exercé une influence significative sur la politique mondiale d'aide extérieure dans la période de l'après-guerre et en a gagné un certain prestige dans le tiers-monde.

D'importantes actions de coopération ont été développées dans les années soixante-dix au moyen d'une relation de plus en plus rapprochée entre Gouvernement et ONG. (Organisations Non Gouvernementales) qui sont devenues des opérateurs très actifs dans la politique norvégienne d'aide extérieure. Plus tard, dans les années quatre-vingts/quatre-vingt-dix, les autorités norvégiennes se sont rendu compte que le modèle d'aide internationale qu'on avait développé après la deuxième Guerre Mondiale créait, dans certains cas, une dépendance non-désirée plus qu'un progrès économique.¹²

¹¹ NORAD: The Norwegian Agency for Development Cooperation

¹² Eide, 2004

Une caractéristique frappante apparaît dans le fait que l'aide extérieure a été plutôt séparée de la politique commerciale : Alors même que les investissements dans les pays en voie de développement étaient stimulés, la Norvège restait un des marchés les plus fermés vis à vis des pays du tiers-monde. Il est intéressant de noter que si la politique d'aide extérieure était fortement soutenue par la population norvégienne, des préoccupations très symptomatiques se manifestaient en même temps et ceci, plus sur le volume de l'aide que sur sa qualité.

Tout en poursuivant son aide au développement, la Norvège s'est engagée pendant la Guerre Froide dans plusieurs zones de conflits locaux à l'étranger. Cette *politique engagée* s'est traduite clairement à l'égard des Amériques du Sud et Centrale : en témoignent la résistance contre les dictatures au Chili et en Argentine dans les années soixante-dix, le soutien actif à la Jamaïque de Michael Manley ainsi que, dans les années quatre-vingts, aux Sandinistes, ce qui a engendré quelques tensions avec les Etats-Unis.

Très tôt également, le régime d'apartheid en Afrique du Sud et la lutte du CNA pour la liberté ont suscité la plus vive attention de la part de la Norvège. Cette posture a reçu un fort soutien dans le pays puis est devenue intérieurement douloureuse dans les années soixante-dix en raison de l'embargo sur le pétrole d'Afrique du Sud décrété par l'ONU alors que la plus grande partie de ce pétrole était transportée sur des bateaux norvégiens. Il en est résulté une situation paradoxale : les autorités norvégiennes s'efforçaient de faire apparaître les pays producteurs comme les responsables de ce problème et prenaient en même temps des mesures contre le gouvernement Sud-Africain, la Rhodésie et la Namibie.

Pendant les années quatre-vingts et au début des années quatre-vingt-dix la Norvège a appuyé activement la CNA à la limite extrême des positions diplomatiques traditionnellement admises : on a soutenu les victimes du régime de l'apartheid par le canal des organes de l'opposition sud-africaine et des fonds ont été acheminés par courrier diplomatique afin d'occulter toutes traces de leur origine.¹³

2.1 La modèle norvégienne – « une croisière pacifique »

Pendant la guerre froide des alliances diverses dans les conflits locaux se sont souvent nouées, tantôt avec un bloc, tantôt avec l'autre dans ce qu'on appelait le « grand jeu ». Le conflit entre superpuissances est venu se superposer aux conflits locaux ou régionaux, entravant tout progrès visant à les résoudre.

¹³ Eide, 2004

Dans le climat politique plus favorable qui commença à apparaître après 1989, cette « chape » du conflit entre superpuissances a disparu, ouvrant des possibilités de dégel pour bon nombre de conflits localisés et, du coup, permettant d'y envisager des solutions. Cet optimisme nouveau s'est particulièrement renforcé pendant les années quatre-vingt-dix. La Norvège a attiré sur elle l'attention internationale grâce à un mouvement novateur important; le « nouvel activisme pacifiste norvégien ».¹⁴

Bien qu'on en trouve des racines dans l'histoire, c'est plus particulièrement pendant cette période de l'après Guerre Froide que s'épanouit en plein cette politique, et dans la « niche » norvégienne, la négociation de paix a retrouvé sa place.

Tous les Ministres des Affaires Etrangères des années quatre-vingt-dix¹⁵ ont déployé un maximum d'efforts et bien marqué leur volonté politique pour promouvoir l'arbitrage ou les accords d'arbitrage dans plusieurs conflits internationaux. Le nombre d'engagements n'a pas été nécessairement à la mesure des ambitions mais ils ont, dans de nombreux cas, visé juste.

En tout cas, cet "activisme pour la paix" est devenu plus ou moins une marque de fabrique de la diplomatie norvégienne après la Guerre Froide et la contribution de la Norvège continue d'être régulièrement sollicitée.¹⁶

Toutefois, un consensus sur ce type d'activité internationale n'a pas toujours été de mise et plusieurs ont pointé du doigt le danger de trop fortement s'occuper de conflits éloignés au lieu de concentrer ses efforts sur les « vrais » intérêts de la Norvège, à savoir, pour ne citer que ceux-là, les défis à affronter dans la région du nord, notamment dans les Mers du Nord et de Barents. Le caractère continu de cette politique l'a transformée en une véritable politique du consensus.¹⁷

A l'évidence, ces engagements ont eu l'effet secondaire non négligeable de rehausser le profil de la Norvège tant vis à vis de l'UE qu'à l'égard des USA.

Les engagements au Moyen-Orient aussi bien qu'au Shri-Lanka et au Soudan ont efficacement ouvert des portes aux hommes politiques et aux diplomates norvégiens.

Pratiquement, l'aide extérieure norvégienne a été du même niveau que celles de la Suède ou du Danemark, mais ce qui est spécifique de l'aide norvégienne est qu'approximativement vingt pour cent du budget ont été consacrés à la recherche d'une meilleure flexibilité : ces

¹⁴ Riste, 2004

¹⁵ Thorvald Stoltenberg, Johan Jørgen Holst, Bjørn Tore Godal, Knut Wollebæk and Torbjørn Jagland

¹⁶ Le suivant est les secteurs les plus importants de conflit dans lequel la Norvège a été impliquée, une façon ou un autre: Ache (Indonésie), Bosnie-Herzégovine, Colombie, El Salvador, Ethiopie-Erythrée, Philippines, Guatemala, Israël-Palestine, Cambodgien, Kosovo, Croatie, Chypre, Macédonien, Mozambique, Namibie, Serbie-Monténégro, Sierra Leone, Sri-lankais, Soudan, et Afrique de sud (<http://www.odin.dep.no/ud/> – site web officiel de la Ministère des Affaires Etrangères).

¹⁷ Eide, 2004

sommes ont été utilisées pour "huiler" la machinerie des différents processus de paix au jour le jour, amenant ainsi l'établissement d'un outil de « *soutien démocratique* ». ¹⁸ Qu'il y ait besoin d'aménager une réunion sous préavis très court, de déployer des observateurs, d'organiser des mesures, dites « *à impact rapide* » ou d'initier des actions, une telle flexibilité a représenté un atout inestimable pour le Ministère norvégien des Affaires Etrangères.

Une autre particularité de la politique d'aide extérieure norvégienne est l'étroitesse de ses relations avec les ONG. De nombreux processus de paix dans lesquels la Norvège a été impliquée, ont bénéficié de la présence de longue date de ces organisations sur le site. Des opérateurs-clé ont, avec clairvoyance, discerné et pris en compte les possibilités intéressantes que présentait la proximité entre ces organisations et la diplomatie norvégienne : le passage à un engagement officiel en a été considérablement raccourci.

Un autre exemple est fourni par l'engagement de longue durée dans le conflit Israélo-palestinien : La réussite de la Norvège, en cette occurrence, a été de permettre l'existence d'un canal « alternatif » là où il y avait déjà un canal officiel. ¹⁹ Créer une atmosphère favorable à ce que les belligérants puissent joindre leurs efforts pour trouver des solutions constructives, loin du théâtre du conflit et des réalités politiques domestiques, est devenu un élément stratégique de la négociation norvégienne. On reviendra sur ce point ultérieurement.

2.2 La relation entre la politique d'étrangère et la politique de l'énergie

Quand, dans les années soixante-dix, il est devenu clair que la Norvège allait être un exportateur majeur de pétrole et de gaz, l'opinion prévalant fut que ce rôle devait être déconnecté de la politique étrangère et qu'il fallait, autant que possible, opérer d'une manière purement technique et apolitique. L'imbrication de ces deux aspects faisait craindre en effet à la Norvège que cela pût interférer dans la politique de sécurité et le rôle de la Norvège au Moyen-Orient, tant il était clair que les intérêts norvégiens coïncidaient en plusieurs points avec ceux de l'OPEP.

¹⁸ Riste, 2004

¹⁹ La conférence à Madrid en 1991.

C'est ainsi que le Ministère du Pétrole et de l'Énergie s'occupe de tous les aspects de politique étrangère en relation avec l'énergie pendant que le Ministère « traditionnel » des Affaires Étrangères s'occupe du reste.²⁰

Dans le même temps, la bureaucratie commerciale existante fait le va-et-vient entre les deux constellations ministérielles. Cette façon de procéder est apparue en tout cas comme une solution logique quand la Norvège est devenue une nation majeure dans le domaine de l'énergie durant la Guerre Froide.

2.3 Conclusion intermédiaire

La Norvège cultive un large espace commun au niveau de sa politique étrangère, dans lequel le Gouvernement agit en étroite relation avec la société civile, allant en cela beaucoup plus loin que ce qui est en usage dans la plupart des autres pays européens. C'est ainsi qu'au niveau des politiques de développement, une grande partie de l'aide est canalisée à travers des organisations civiles telles que les ONG. Ces organisations deviennent en quelque sorte de véritables associés dans la politique étrangère norvégienne en ce qu'elles interviennent à la fois comme concepteurs et acteurs de cette politique.

En Norvège deux ensembles importants sont les éléments porteurs de l'internationalisme norvégien : les « *églises civiles* » avec leur tradition de missionnaires désintéressés, et le mouvement travailliste qui met l'accent sur la solidarité internationale et dispose, de ce fait, d'un important réseau de contacts internationaux. Quand ces deux mouvements se retrouvent dans la coopération avec le gouvernement alors, le "modèle norvégien" se manifeste.

La Norvège est très attentive à ce que son rôle d'exportateur important de produits énergétiques bruts ne soit pas utilisé, ni considéré, comme un outil susceptible de promouvoir un quelconque programme de géopolitique.

Elle s'efforce en conséquence de soigner cette dimension qui consiste à conduire nettement « à part » sa politique étrangère, au sens traditionnel du terme.

²⁰ C'est même intéressant de savoir que le Ministère des Affaires Etrangères est dirigé par deux ministres; le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre de Développement.

3 Les relations et les engagements norvégiens au Moyen-Orient

La Norvège a maintenu et maintient toujours, dans des cadres bilatéraux, tripartites ou à travers l'ONU, plusieurs engagements au Moyen-Orient. Nous allons examiner les engagements militaires et politiques aussi bien que les engagements à travers les ONG (avec ou sans l'ONU) lesquels, comme mentionné plus haut, ont été étroitement liés à la politique étrangère officielle norvégienne.

3.1 *Le Liban*

Historiquement, la Norvège a eu des relations politiques avec Israël depuis la création de cet état en 1948. Ces sentiments « pro-Israël » ont montré peu de signes d'affaiblissement durant le conflit aigu entre Israël, la Syrie et l'Égypte de 1967 à 1973. Au contraire, après l'initiative du comité électoral, plus de la moitié de membres du Parlement ont rejoint le club « Amis d'Israël » formé en 1974. Mais, dès la fin des années soixante-dix et pendant les années quatre-vingts, la politique officielle norvégienne en Proche Orient a commencé à montrer une approche plus équilibrée.

Durant cette époque la Norvège avait soutenu une résolution de l'ONU refusant d'approuver l'expansion du territoire israélien obtenu par la force et a fourni de l'aide aux réfugiés palestiniens.²¹ À la même époque, l'OLP était encore considérée comme une organisation extrémiste et terroriste, mais pendant les années soixante-dix, quand l'OLP a commencé à montrer des signes d'une position plus modérée, des contacts officieux ont été établis entre le gouvernement norvégien et les palestiniens. Sur le plan officiel, le Ministre des Affaires Étrangères donna instructions en 1974 à l'ambassadeur de Norvège à l'ONU de voter en faveur de la motion permettant à Yasser Arafat de prendre la parole à l'Assemblée Générale de l'ONU.²² Cela produisit une vague de critiques émanant de tous bords, notamment de l'intérieur du Parti Travailleurs norvégiens lui-même, qui gelèrent de nouveau les relations avec l'OLP. Cela puisque le parti a eu des bonnes relations avec l'Israël depuis longtemps.

En 1978, après que l'armée israélienne fût entrée au Sud-Liban dans le but de mettre fin aux harcèlements palestiniens sur les « colonies » israéliennes, l'ONU a établi dans la région

²¹ Résolution 242 de conseil de la sécurité de l'ONU.

²² Eide, 2004

une force de maintien de la paix, la FINUL.²³ La Norvège a apporté une contribution assez importante à cette force, sous la forme du « NORBATT »²⁴ et ceci à grands frais car les Nations Unies, dans leur rôle de gardien de la paix, étaient très à court de fonds.

Alors que la FINUL s'est révélée être tout sauf une force intérimaire, la Norvège est devenue l'unique et très grand pourvoyeur de personnel avec des effectifs approchant les 33.000 hommes déployés en 41 contingents jusqu'à 1998, date où le « INDBATT »²⁵ a pris la relève. Des besoins en troupes norvégiennes apparurent dans les Balkans.

3.2 Israël et les Palestiniens - Le Canal d'Oslo

Un autre aspect important de la présence norvégienne au Moyen-Orient a été l'établissement de contacts rapprochés entre diplomates et hommes politiques d'expérience norvégiens et dirigeants Palestiniens. Ainsi, Parti travailliste en tête, a-t-on posé les fondements du futur rôle de la Norvège comme médiateur dans le conflit Israélo-palestinien.²⁶ L'avantage de la Norvège a été renforcé grâce aux relations personnelles existant entre un petit nombre de membres bien placés dans le Parti Travailliste et les dirigeants Israéliens et de l'OLP.

La proposition initiale de laisser la Norvège agir comme médiateur est venue de l'OLP. Cependant les Israéliens ont freiné jusqu'au retour au pouvoir du Parti travailliste israélien en 1992, avec Yitzhak Rabin comme Premier Ministre et Shimon Peres comme Ministre des Affaires Etrangères (ami de longue date du Ministre des Affaires Etrangères norvégien, Thorvald Stoltenberg).

A Oslo, en janvier 1993 les pourparlers ont commencé dans le plus grand secret et ont continué malgré quelques crises périodiques jusqu'à ce qu'une « Déclaration de principes » puisse être conclue en août de la même année.

Par égards pour les américains, dont le rôle central dans la mise en œuvre de l'accord paraissait inévitable, la cérémonie de signature a eu lieu sur la pelouse de Maison Blanche à Washington DC le 13 septembre 1993.

Les "Accords d'Oslo", communément appelés « Oslo », furent à l'époque salués comme une percée historique, mais ont été critiqués plus tard comme étant la couverture artificielle

²³ FINUL : Forces Intérimaire des Nations Unies au Liban.

²⁴ NORBATT : Norwegian Battalion.

²⁵ INDBATT : Indian Battalion.

²⁶ La Suède était aussi dans la course pour un tel rôle mais ses rapports trop proches avec l'OLP ont réduit la crédibilité suédoise aux yeux d'Israël et des Américains (Riste, 2004).

d'antagonismes insolubles, ou condamnés comme faussés par la consécration de la prédominance israélienne. C'est alors que les sanglantes journées d'une nouvelle intifada sont revenues.

Il appartiendra aux futurs historiens du Moyen-Orient de juger si les Accords d'Oslo portaient en eux-mêmes le germe d'une détérioration ultérieure de la situation, ou si des événements imprévus tels que l'assassinat du Premier Ministre israélien Yitzhak Rabin ont fait « naufrager » un processus dans lequel "Oslo" constituait simplement une première étape sur un parcours qui promettait d'être long.

3.3 Le Comité spécial de liaison Ad hoc

La Norvège a, depuis le mois d'octobre 1993, piloté l'organisation internationale pour la coordination des pays donateurs, AHLC²⁷. Dans ce comité, les Palestiniens, les nations donatrices majeures et les pays de la zone se sont rencontrés afin de coordonner et d'assurer une aide aussi effective que possible au secteur palestinien. Le rôle de la Norvège était d'amener les pays donateurs à déterminer et déboursier les moyens nécessaires aux projets de développement prioritaires. Le Ministre des Affaires Etrangères norvégien était le président du Comité pendant que la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en assura le secrétariat.

3.4 L'aide bilatérale de la Norvège à la région palestinienne

Immédiatement après le déclenchement des négociations de paix, la Norvège a garanti l'attribution d'une aide aux Palestiniens de 125 millions d'euros sur une période de cinq années de 1994 à 1998.²⁸ En décembre 1998 la Norvège s'est encore engagée pour cinq années supplémentaires, de 1999 à 2003. Le montant de l'aide norvégienne a atteint 165 millions d'euros à quoi est venu s'ajouter le soutien de l'Agence des Nations Unies Pour l'Assistance et les Travaux en Faveur des Réfugiés Palestiniens au Proche Orient (UNRWA)²⁹ aux palestiniens dans les camps de réfugiés des pays avoisinants. (La Norvège a

²⁷ AHLC : Ad Hoc Liaison Committee

²⁸ Fin 1998 l'aide totale à la région palestinienne représentait un total de 237 millions d'euros.

²⁹ UNRWA : United Nations Relief and Work Agency for Palestinian Refugees in the Near East

consacré à elle seule, en 1999, plus de 50 millions d'euros à l'aide aux palestiniens dont un quart à travers l'UNRWA).³⁰

L'aide norvégienne était fondée sur la volonté de suivre attentivement le processus de paix en promouvant le développement continu de la région palestinienne de sorte que les Palestiniens puissent constater effectivement les résultats positifs de ce processus. Le but de l'aide était de contribuer à la stabilité économique et sociale, consolider le développement de la démocratie, encourager le respect de droits de l'homme ainsi que le dialogue et la compréhension mutuelle.

Simultanément la Norvège a essayé de donner de la flexibilité à ses dons en débloquant des fonds pour des efforts à court terme en fonction des besoins aigus qui pouvaient apparaître à la suite de contretemps dans le processus. C'est ainsi que le Bureau de la représentation norvégienne auprès du Gouvernement autonome palestinien a été établi en 1994.

Les autorités palestiniennes et norvégiennes se sont réunies annuellement pour suivre et vérifier les aides. Dans la première phase qui a suivi 1994, la tâche principale dans l'engagement bilatéral norvégien a consisté à aider au lancement de l'administration palestinienne. L'aide norvégienne a été dirigée vers des secteurs tels que l'eau, l'électricité, la planification, l'éducation et les statistiques. Le soutien aux projets dirigés par les ONG a été important, particulièrement dans le secteur de la santé.

L'ONU et la BIRD³¹ ont joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre et la coordination de l'aide internationale, et la Norvège a reçu un soutien considérable pour les programmes tel qu'UNRWA, Coordinateur Spécial de l'ONU dans les Territoires Occupés sans oublier les fonds en fidéicomis administrés par la BIRD.

Les réfugiés palestiniens dans les camps des pays voisins ont reçu l'aide des ONG norvégiennes et celles de l'UNWRA. Sur demande du gouvernement norvégien et partiellement financé par lui, le Fafo³² a mené pendant dix ans des études circonstanciées sur les réfugiés palestiniens.

³⁰ Website: Norwegian Ministry of Foreign Affairs

³¹ BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

³² L'Institut Fafo de Science humaine Appliquée a été fondé par la Confédération norvégienne d'Associations ouvrières (LO) en 1982 et est devenu une fondation de recherche indépendante en 1993.

3.5 Présence internationale temporaire à Hébron

A Hébron, la Norvège dirige la mission de l'observatoire multinational TIPH³³ comprenant approximativement 80 observateurs. Cette mission a été établie à la suite du massacre perpétré sur la tombe d'Abraham au cours duquel 29 Palestiniens ont été tués par des fanatiques religieux juifs. L'importance politique et religieuse d' Hébron rend nécessaire des mesures de protection particulièrement drastiques. L'objectif principal de la mission est de prévenir des conflits dans une ville où les lieux sacrés jouent un rôle important que ce soit pour les Juifs ou pour les Musulmans, situation qui recèle des possibilités de conflits presque aussi grandes qu'à Jérusalem.

Le TIPH a été présent, de façon presque continue, depuis 1994, et l'impression générale est que la mission a fonctionné de façon satisfaisante. Pourtant, le 8 février 2006, le TIPH a dû temporairement quitter Hébron après les attaques sur son quartier général par quelques Palestiniens irrités par les caricatures de Mahomet publiées par le journal danois *Jyllands-Posten*.³⁴

3.6 La coopération entre les peuples

La Norvège a pris également une responsabilité coordonnatrice dans le programme de Coopération entre les peuples, projet qui facilite le contact entre les israéliens et les palestiniens. Après une période de développement conceptuel en coopération avec le Fafo, le programme a été annexé à l'accord Oslo II signé par Israël et l'OLP en septembre 1995. Dans cet accord les parties ont demandé l'intervention norvégienne dans la mise en œuvre du programme.

Le Ministère norvégien des Affaires Étrangères a donné instruction au Fafo d'établir un secrétariat capable d'aider les parties dans la gestion du programme et de surveiller l'usage des fonds norvégiens dans les différents projets inclus dans le programme.

De 1996 à 1999, plus de 120 projets israélo-palestiniens ont ainsi été financés. Les principales activités de l'ensemble se sont exercées dans les secteurs des média et de la communication, la jeunesse, la culture, le dialogue, l'environnement et l'éducation.

³³ TIPH: (Temporary International Presence in the city of Hebron). Le TIPH est une mission totalement civile dans la cité d'Hébron de Cisjordanie. Cette mission est composée d'observateurs venant du Danemark, d'Italie, de Norvège, de Suède, de Suisse, et de Turquie. La tâche principale du TIPH est de surveiller et reporter les incidents survenant de chaque côté du conflit. Le TIPH n'est pas autorisé à intervenir directement dans les incidents et n'a pas une fonction militaire ou de police.

³⁴ Site web: TIPH

3.7 Face aux « défis de l'eau » au Moyen-Orient : Le projet "Waternet"

Etant donné la croissance démographique, celle de la consommation, la « concurrence » continue entre les pays sur de rares ressources naturelles, et l'instabilité politique régnante, un règlement équitable de la question de l'eau est un élément essentiel pour bâtir une paix durable au Moyen-Orient.

Une étape cruciale a été franchie à cet égard par la Jordanie, l'Autorité palestinienne et Israël en juin 1996 quand ils ont signé une « Déclaration de principe pour une coopération sur les problèmes de l'eau et des ressources complémentaires en eau »

Dans la mouvance du processus multilatéral de paix, les négociations sur la déclaration ont été facilitées et soutenues par le Gouvernement norvégien et le Centre des Études Environnementales et de Gestion des ressources (CESAR)³⁵ basé à Oslo. Le projet *Waternet* a été la première initiative conjointe des parties pour commencer à concrétiser certains points de cette déclaration. L'idée globale du projet *Waternet* est de stimuler la coopération entre les parties pour ce qui concerne l'eau. Un des premiers objectifs à atteindre étant le développement d'un système commun d'information pour les affaires de l'eau : le Système informatisé *Waternet*. En facilitant la coopération régionale sur les questions de l'eau et en développant une confiance mutuelle entre les parties, le système s'est avéré bénéfique pour tous.

La question de l'eau étant étroitement imbriquée avec d'autres conflits dans la région, la Norvège considère que le règlement des conflits politiques passe aussi par celui des problèmes relevant de la question de l'eau. Le véritable défi est de faire de ce qui est actuellement une discussion sur l'eau un moteur de coopération. La Norvège s'honore d'avoir pu aller si loin dans l'aide aux parties au processus. Il est clair, cependant, que la construction de la paix et de la confiance mutuelle va demander du temps, et le Gouvernement norvégien est par conséquent prêt à poursuivre le temps qu'il faudra son aide aux parties en présence pour contribuer à la recherche d'une solution juste et durable.

³⁵ CESAR : Centre for Environmental Studies and Resource Management

3.8 L'Irak et l'Afghanistan

La Norvège s'est engagée en Irak comme en Afghanistan et reste présente dans ce dernier pays. Après le 11 septembre, les EU ont mis en œuvre un nouvel agenda pour la politique de sécurité. Il est largement admis que l'attaque contre les Talibans en Afghanistan était juste et légitime en ce qu'elle était une riposte à une attaque par Al-Qaïda, elle-même et à nouveau soutenue par les chefs talibans.

La Norvège comme membre de l'OTAN s'est sentie obligée de contribuer militairement, et aujourd'hui les soldats norvégiens participent toujours aux opérations dans la partie nord du pays. L'OTAN a demandé à la Norvège de se redéployer vers le sud pour apporter son aide dans une situation de plus en plus difficile pour les forces de l'OTAN dans cette région mais la Norvège a, jusqu'à présent, refusé.

Quand il a été question de l'Irak, la Norvège a été confrontée à un dilemme : dans les mois précédant la guerre, on ne voyait pas clairement où la Norvège se placerait entre la participation à la coalition dirigée par les américains ou l'approche préconisée par l'ONU. Finalement le gouvernement et la majeure partie de l'opposition ont opté pour la position recommandée par l'ONU : la Norvège acceptait de soutenir une attaque sur l'Irak si, et seulement si, un accord explicite du Conseil de sécurité de l'ONU existait.

En tant que membre du Conseil de sécurité jusqu'à décembre 2002 et jusqu'à ce que la guerre éclate, la Norvège a tenté de se positionner entre EU et Grande Bretagne d'une part et l'Allemagne, la Russie et la France d'autre part. Cependant, il est bientôt devenu clair qu'il n'y avait aucune majorité en faveur de la guerre, de sorte que la Norvège s'est vu contrainte de choisir entre sa relation traditionnelle avec les Etats Unis et l'ONU et les lois internationales. C'est ce dernier camp qui a été choisi et la Norvège s'est abstenue de participer à la guerre.

Pendant le printemps et l'été 2003 le gouvernement norvégien a œuvré dur pour maintenir des relations étroites avec la Maison Blanche et éviter leur altération après sa décision de ne pas participer à la coalition. C'est ainsi qu'en dépit de son opposition initiale à la guerre, la Norvège a rapidement dépêché des troupes après la chute de Saddam Hussein. Mais ces forces ont dû être retirées en 2006, suite au changement d'orientation politique du nouveau gouvernement de coalition qui prit le pouvoir en Norvège après les élections de 2005.

3.9 Conclusion intermédiaire

La Norvège est largement engagée au Moyen-Orient et en particulier dans le conflit israélo-palestinien, par sa présence militaire au Sud Liban en 1982 comme partie de l'opération du maintien de la paix menée par l'ONU. Le processus d'Oslo et les développements du processus de paix qui ont suivi, ont vu la présence significative de diplomates norvégiens, d'hommes politiques et d'experts dans la région. La Norvège maintient des engagements de poids dans ces régions à travers l'aide au développement de la région palestinienne et les secours d'urgence aux nombreux réfugiés générés par le conflit. Beaucoup de projets ont été lancés par la seule Norvège ou en partenariat dans l'ensemble des projets de l'ONU.

La Norvège s'est aussi engagée militairement dans d'autres parties du Moyen-Orient notamment en Irak et en Afghanistan. L'engagement en Irak était sous le drapeau de l'ONU après qu'on a déclaré la guerre comme terminée. Les forces norvégiennes ont été retirées après le changement de gouvernement intervenu en 2005. Les forces en Afghanistan, elles, sont encore présentes, participant à l'opération « Enduring Freedom » de l'OTAN.

4 Realpolitique ou « Idealpolitique »

Nous avons vu comment la politique étrangère norvégienne et les engagements au Moyen-Orient sont se développés au cours des cent dernières années. Nous avons vu ce que sont les engagements les plus importants au Moyen-Orient, notamment depuis la création du « Canal d'Oslo » mais aussi les premières opérations au Liban en 1982.

C'est le moment maintenant d'approfondir la question formulée initialement :

Quelle est la motivation pour un petit pays comme la Norvège, dans "la périphérie de la civilisation" de s'engager aussi loin et sur une telle étendue, comme elle l'est au Moyen-Orient ? Est-on en présence d'une realpolitique ou d'une « idealpolitique » ?

Nous essaierons de répondre à cette question en analysant le débat public en Norvège et en examinant la différence entre ce que préconise et établit la politique officielle et ce que disent les critiques venant d'autres intervenants non-gouvernementaux dans le débat public norvégien.

4.1 Politique de sécurité : engagements dans la Mer de Barents ou au Moyen-Orient ?

Après la Guerre Froide il a fallu du temps à la Norvège pour faire face aux nouveaux défis qui se présentaient. Cela peut s'expliquer par le fait que la structure de la défense norvégienne était restée basée sur un scénario de menace fixe qui avait prévalu pendant longtemps. Quand cette menace a disparu, la Norvège s'est trouvée quelque peu incertaine sur le point de savoir si la nouvelle situation internationale impliquait pour elle des menaces et, dans l'affirmative, de quelle nature elles pouvaient être

Les relations avec la Russie se sont améliorées et sont devenues plus ouvertes ; la Norvège n'en redoutait pas moins des menaces encore possibles. Ce n'était pas tant une invasion militaire du territoire norvégien qu'on pouvait craindre, que des difficultés dans le domaine de l'environnement, quand des déchets nucléaires dans la péninsule du Cola allaient s'amoncelant, échappant à tout contrôle ; ou encore dans le secteur des ressources naturelles

en Mer de Barents, où la politique de Svalbard³⁶ pas vraiment acceptée pendant la Guerre Froide, était finalement tolérée par la communauté internationale en ce qu'elle assurait une certaine stabilité, quelque fragile qu'elle puisse être, dans la région.

Pendant la guerre froide la Norvège a toujours pu jouer son « atout – sécurité » en cherchant le soutien américain et allié contre les positions russes; après la chute du Mur de Berlin, elle ne disposait plus de cette carte. (On constate en effet aujourd'hui une relation plus proche entre la Russie et les EU en matière d'énergie).

De surcroît, les découvertes d'énormes gisements de gaz en Mer Barents tant du côté russe que du côté norvégien soulèvent entre les deux pays les problèmes cruciaux de la gestion de ces ressources au niveau de l'environnement comme au niveau stratégique.

La qualité de la relation avec l'OTAN en général, et surtout avec Washington, s'en est avérée plus importante que jamais et les engagements internationaux sont devenus une priorité pour la Norvège : par ces engagements à travers le monde, la Norvège recherchait la confiance à son égard et une stature de responsable fiable comme acteur international, gagnant ainsi le soutien de ses alliés traditionnels en faveur de ses intérêts spécifiques dans la zone nord.

C'est dans ce contexte que la Norvège a trouvé « sa voie », sa véritable « niche » : aide à l'étranger, arbitrage et participation aux opérations militaires menées par l'ONU et l'OTAN veulent constituer le « modèle norvégien »

Mais, en Norvège, cette politique donnant priorité aux ressources et aux engagements militaires n'a pas fait l'unanimité. Un certain nombre de responsables militaires, des hommes politiques de droite et des maires de la région Nord considèrent que cette priorité est à la fois erronée et dangereuse; elle risque, selon eux, de faire perdre la main dans une région qu'on devrait au contraire privilégier, car elle est plus importante pour la Norvège que ne l'est le Moyen-Orient. Une inquiétude supplémentaire est apparue, due au fait que les forces armées étaient affaiblies alors que la Norvège pouvait, le futur demeurant incertain, se trouver dans une situation délicate sans forcément pouvoir compter sur des alliés.

³⁶ Le Svalbard (ou le Spitsbergen) : Par le traité du Svalbard, signé à Paris le 9 février 1920, la souveraineté norvégienne sur l'archipel a été reconnue et les îles ont été déclarées zone démilitarisée. La Norvège récupéra l'administration du Svalbard en 1925. Cependant, selon les termes de ce traité, les citoyens de divers pays ont le droit d'exploiter les ressources naturelles « sur un pied d'égalité absolu ». En conséquence, un établissement russe permanent, plus ou moins autonome, s'est développé à Barentsburg. Les Russes ont abandonné un établissement similaire à Pyramiden en 2000. Il fut un temps où la population soviétique du Svalbard dépassait considérablement la population norvégienne, mais ce n'est plus le cas désormais. Un gouverneur nommé par la Norvège, le *sysselemand*, basé à Longyearbyen, administre le territoire (Wikipédia). Il existe aujourd'hui quelque polémique entre les pays signés le traité et la Norvège sur la législation norvégienne de l'archipel notamment par rapport aux ressources naturelles.

Mais pour le Gouvernement, la Norvège se devait de jouer un rôle actif et de s'engager en acteur déterminé dans la lutte pour la paix mondiale afin de gagner le soutien de la communauté internationale, et particulièrement de l'allié le plus important pendant la Guerre Froide, les Etats Unis.

Les forces armées ont diminué quantitativement, mais leur efficacité s'est améliorée. Perfectionner la préparation des forces armées pour les opérations internationales c'était en même temps les préparer pour des opérations en Norvège : à la faveur des missions en Afghanistan, au Liban, en Irak et ailleurs, une expérience précieuse était acquise qui pourrait servir en Norvège-même.

4.2 La critique de l'intelligentsia

Il est important de noter que ce ne sont pas les engagements militaires au Moyen-Orient qui soulèvent les plus grandes controverses en Norvège aujourd'hui. Ce sont plutôt à propos des engagements politiques et économiques dans la région que l'intelligentsia manifeste son mécontentement. Les critiques portent sur la façon dont la Norvège essaie de promouvoir la paix et la prospérité tout en essayant de construire une société menant de grands projets d'infrastructure dans une région où ils ne semblent pas déboucher sur les résultats recherchés.

Les critiques visent aussi l'image que les norvégiens donnent d'eux-mêmes : De la part du peuple norvégien et de ses dirigeants politiques, c'est manifester quelque suffisance que de s'efforcer, apparemment sans arrière-pensées d'intérêts géopolitiques, de jouer les « Bon Samaritain » pour porter assistance à des gens dont l'influence sur la vie des norvégiens n'est guère évidente, à ceci près que, quand les conflits au Moyen-Orient pèsent sur les cours du pétrole, les profits de la Norvège, déjà substantiels, augmentent encore.

Le débat entre le gouvernement et l'élite intellectuelle des grandes universités, débat, il faut le souligner, engagé à l'initiative même du Ministre des Affaires Etrangères, pose la question de savoir si la politique norvégienne au Moyen-Orient obtient vraiment les résultats escomptés.

Un professeur, expert respecté dans ce domaine, Øyvind Østerud, directeur de l'Institut norvégien des Affaires Étrangères, dans un article récent paru au magazine de la Recherche de l'Université d'Oslo critique fortement les engagements actuels. La teneur de l'article a été contestée par le Ministre des Affaires Etrangères.

Voyons d'un peu plus près la portée de ce débat.

4.3 La nouvelle mission : Construire la paix

La critique porte essentiellement sur le contenu des engagements norvégiens au Moyen-Orient. Le professeur Østerud a posé la question de savoir non pas tellement si ce que fait la Norvège est valable mais plutôt si cela a un sens. Le Gouvernement ayant déclaré qu'il jouera un rôle plus substantiel dans la construction de la paix internationale avec l'ambition d'être un acteur de premier rang dans ce domaine, le but recherché est considéré et de loin, comme largement plus ambitieux que n'avait été l'envoi de corps d'observateurs pendant la Guerre froide.

Il ne s'agit en effet de rien moins que d'un processus de construction de la paix qui d'un accord de paix négocié lié à un cessez-le-feu veut aller jusqu'à l'établissement d'une solution permanente où interventions et engagements internationaux ne seraient plus nécessaires.

Mais où sont les précédents démontrant la possibilité pour un acteur extérieur de « construire la paix » ? En réalité, quels sont les nouveaux défis pour la Norvège au Moyen-Orient?

L'événement le plus constructif dans l'activité étrangère norvégienne après la Guerre froide a été celui de la création du Canal d'Oslo entre Jérusalem et Jéricho. Comme on l'a déjà vu, l'accord d'Oslo a certes mis la Norvège au rang d'une "nation de la paix" de premier ordre mais, dans la réalité, aucune paix, ou ne serait-ce qu'une perspective de paix n'en ont résulté.

La politique de la Norvège dans son rôle d'arbitre a nettement manqué de vigueur. Beaucoup disent que le Canal d'Oslo n'est pas autre chose qu'un « beau souvenir ». La Norvège a appuyé de très près la politique israélienne mais a été critiquée plus tard par les mêmes Israéliens pour avoir soutenu les positions palestiniennes.

Une série d'études récentes montre que les tribunaux d'arbitrage et les actions humanitaires nagent en « eaux troubles » dans les zones de conflit et de guerre civile. D'interventions animées des meilleures intentions peuvent résulter une prolongation des conflits voire leur aggravation.

Plus les interventions sont complexes, mêlant opérations militaires, actions humanitaires et démarches politiques, et plus le risque est grand de favoriser un des côtés dans le conflit. La Norvège a plusieurs de fois été accusée et par les Palestiniens et par les Israéliens de favoriser « l'autre ». Le professeur Østerud prétend qu'il n'existe aucune connaissance réelle des effets

de la diplomatie norvégienne à grande échelle dans la région.³⁷ En outre, le rôle de la Norvège au Moyen-Orient est encore compliqué et rendu paradoxal par le fait que, simultanément, elle participe à des opérations armées et mène des actions de recherche de la paix.

Des difficultés sont inhérentes au fait que les forces norvégiennes sont incluses dans des ensembles dirigés soit par l'ONU soit par l'OTAN et qu'elles sont sous commandement de nations plus puissantes. Enfin, exemple de complication supplémentaire, ce qui s'est passé le 7 février 2006, quand une garnison norvégienne dans le nord - Afghanistan a été attaquée par des foules en colère à cause des caricatures de Mahomet publiées par les journaux danois et norvégiens, montre bien que les activités de construction de la paix se déploient sur un vrai « *champ de mines* ».

Les critiques prétendent souvent que la Norvège a des connaissances et des liaisons locales insuffisantes pour pouvoir appréhender la « logique » des conflits au Moyen-est et que ses chances de réussite s'en trouvent compromises.

Cela ne veut pas dire que les interventions échouent toujours ou qu'elles ne seraient pas justifiées au motif que les développements à long terme apparaissent comme incertains; il reste cependant que, d'une part, les interventions n'ont pas nécessairement été conçues pour créer une paix durable, et que, d'autre part, les tentatives visant à réduire la violence et l'injustice à court terme peuvent déboucher sur de nouvelles atrocités dans le long terme.³⁸

Ainsi les tentatives de construction de la paix peuvent conduire à une impasse où le résultat est le contraire de l'objectif recherché. « *Les idéaux de gloire altèrent souvent une analyse critique des résultats* » dit le professeur Østerud.

Et là, le Ministre des Affaires Etrangères marque son désaccord : « *La contribution norvégienne dans le conflit israélo-palestinien a toujours été très importante et, à bien des égards plus importante que celle d'autres nations plus grandes.*

La Norvège doit essayer encore de remettre le processus de paix sur le bon chemin. C'est là que la Norvège, petite nation lointaine, sans intérêt territorial ou économique, peut jouer un rôle de façon ouverte et honnête, politiquement aussi bien qu'économiquement.

Les ambitions ultimes de la politique étrangère norvégienne vont plus loin que la résolution des conflits aigus; elles entendent soutenir la formation de systèmes étatiques où les problèmes du développement et de la paix soient résolus. C'est à ce niveau que les politiques d'aide au développement et de soutien de la paix se rejoignent ».

³⁷ Østerud, 2006

³⁸ Østerud, 2006

4.4 « Bâtir un Etat dans la Démocratie »

Dans l'histoire moderne, il n'existe à ce jour que deux exemples de réussite de la démocratisation et de la stabilisation par des interventions étrangères; celles de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon après 1945.³⁹

Dans ces cas là, des conditions extrêmement favorables étaient réunies avec une population homogène et relativement bien disposée, des occupants généralement bien accueillis, des institutions étatiques solides, une présence militaire et économiques massifs. La plupart de ces conditions sont absentes des nombreux conflits au Moyen-Orient aujourd'hui.

Ni en Irak, ni en Afghanistan, ni dans les secteurs palestiniens on ne peut trouver les conditions favorables à une intervention susceptible de réussir.

Le Gouvernement maintient néanmoins le point de vue qu'on ne peut pas renoncer à poursuivre sous prétexte que les conditions ne sont pas idéales. On doit maintenir son effort dans un pays *précisément* parce qu'il ne dispose pas d'institutions publiques et bureaucratiques solides capables d'assimiler et de transformer l'aide Norvégienne en un développement positif.

4.5 La « malédiction » de l'aide de développement

Le professeur Østerud est de l'opinion que la Norvège est piégée dans ce qu'il appelle la « malédiction » de l'aide au développement, un cercle vicieux dans lequel on n'est pas assuré de l'effet réel de l'aide. Le système, tel qu'il fonctionne, contribue à renforcer cette malédiction parce que les ayant-cause ont du mal à tirer les leçons des expériences vécues. *L'industrie* de l'aide représente en soi un puissant groupe d'intérêts, et il y a peu de « feed back » de la part des pauvres eux-mêmes, cibles de l'aide. « *Devant d'aussi mince résultats, on préfère orienter l'attention sur l'effort produit* ». ⁴⁰

Depuis longtemps l'objectif consacré aux aides a été 1% du PNB. La Norvège atteint cet objectif dans les années quatre-vingts, mais en raison des revenus du pétrole, ce pourcentage est désormais ramené à 0,9% - restant le plus haut du monde. ⁴¹

³⁹ Il existe plusieurs d'études des nombreuses interventions à travers l'histoire. Voir par exemple: Roger Gough, *Regime Change. It's Been Done Before, Policy Exchange*, London 2003; David M. Edelstein, «*Military Hazards. Why Military Occupations Succeed or Fail*», -International Security, Vol. 29, No. 1, Summer 2004, s. 49-91. Østerud, 2006

⁴⁰ Ørum 2006

⁴¹ Østerud, 2006

Un étalonnage des objectifs à ces niveaux engendre des querelles politiques emblématiques qui peuvent se révéler très dommageables. Il en a résulté une situation où les fonds attribués peuvent être soit utilisés soit augmentés quels qu'en soient les effets du côté de qui les reçoit.⁴² Quand le pourcentage baisse, le lobby de l'aide au développement et la presse demandent immédiatement l'octroi d'allocations exceptionnelles.

Un tel décalage entre efforts consentis et effets produits a entraîné un rejet, les critiques émanant des responsables de l'aide extérieure et de l'équipe d'évaluation, particulièrement dans les secteurs palestiniens où l'absence de résultats a été rapportée au Gouvernement norvégien. Un mécanisme décisif de correction s'est trouvé bloqué.

La Norvège est un des pays occidentaux où le système d'aide à l'étranger est le plus fortement institutionnalisé, et où les contestataires du système sont par conséquent les parents pauvres.

Face aux critiques, les réactions du Ministre des Affaires Etrangères et du Ministre du Développement ont été étonnamment faibles : au lieu d'analyser les raisons du blocage du processus de paix au Moyen-Orient et de rechercher les leçons qu'on pouvait en tirer, ils en sont restés aux généralités disant « *que l'aide donnait des résultats et qu'il fallait continuer* ». ⁴³

En général, le Gouvernement se fonde sur l'analyse, meilleure selon lui, qui permet d'observer les progrès manifestes qui ont découlé de la victoire des Etats Unis dans la Guerre froide : la fin de la rivalité entre superpuissances a encouragé le développement des démocraties en Afrique ; le déclin des économies « de force » et du protectionnisme en Asie ont entraîné une élévation du niveau de vie, à la fois la plus rapide et concernant le plus grand nombre de gens, qu'on ait jamais vue dans l'histoire. Mais la libération économique et politique est loin de suffire pour extirper guerre et pauvreté, on peut le constater clairement au Moyen-Orient.

Il paraît donc convenable qu'un pays fortuné comme la Norvège persiste à consacrer ses richesses au soulagement de la pauvreté et à un développement effectif dans cette région.

4.6 Conclusion intermédiaire

Les engagements internationaux ont été une priorité pour la Norvège après la Guerre froide. Une bonne relation avec l'OTAN et surtout avec Washington a été considérée comme plus importante que jamais.

⁴² Tvedt, 2003

⁴³ Støre, 2006

En se montrant très active dans plusieurs régions du monde, la Norvège cherche à être reconnue par la communauté internationale comme un acteur honnête et fiable, et « mériter » ainsi le soutien de ses alliés traditionnels dans ses intérêts vitaux.

C'est dans ce contexte-là que la Norvège a trouvé « son chemin », sa "niche", ce qui constitue le *modèle norvégien* : Aide extérieure, tribunal arbitral, opérations militaires menées par l'ONU ou l'OTAN (ainsi qu'on a pu le voir dans le cadre du Canal d'Oslo) et opérations en Afghanistan et en Irak.

Cette politique d'engagement est le plus proche Gouvernement norvégien vient d'une stratégie de globalisation. On le constate à l'évidence au Moyen-Orient.

Dernièrement cette politique, et surtout celle de l'aide extérieure, a été largement critiquée par les experts car les effets réels de cette aide ne sont pas discernables, et c'est l'effort qui semble compter plus que le résultat.

Mais les contradictions et les effets collatéraux deviennent presque invisibles dans la rhétorique gouvernementale de la politique d'engagement. La noblesse des intentions occulte les échecs. Cela est particulièrement inopportun dans la politique étrangère norvégienne d'après la Guerre froide où cette noblesse est brandie comme étant un des premiers produits d'exportation du pays.

Conclusion générale

Cent ans après la séparation d'avec la Suède, la Norvège est toujours un petit pays dans l'immensité du monde. Elle a les mêmes voisins qu'en 1905, mais elle est passée du statut de pays pauvre à celui d'un des plus riches du monde. Cependant l'économie demeure basée sur les matières premières et orientée entièrement à l'exportation.

Les Norvégiens ont encore une prédilection pour le libre échange plutôt que pour une coopération politique plus profonde avec l'Europe et ont ainsi choisi l'EEE plutôt que l'UE.

Le gouvernement norvégien cherche encore sa voie entre intégration et « rester à l'abri,» tout en continuant à tenter de promouvoir le règlement pacifique de nombreux conflits dans le monde.

La Norvège s'appuie sur une large communauté de vues dans sa politique étrangère : la société civile et le gouvernement œuvrent de façon beaucoup plus rapprochée que ce qu'on peut voir dans la plupart des autres pays européens. C'est particulièrement notable dans les domaines de l'aide extérieure et de la politique de l'aide au développement où une grande partie des aides passe par les ONG. C'est ce qu'on a appelé le « le Modèle norvégien ».

La Norvège a acquis un réel savoir-faire et une stature internationale par le travail qui a conduit à l'accord d'Oslo en 1993 et les actions qui ont suivi pour le mettre en œuvre. Si la Norvège prend part aux opérations dans plusieurs régions du Moyen-Orient, comme l'Irak et l'Afghanistan, c'est malgré tout dans le conflit Israélo-palestinien qu'elle a joué le plus grand rôle.

Dernièrement le gouvernement norvégien a été l'objet de vives critiques de la part d'experts de renom à cause du rôle qu'elle a joué et joue encore dans ce conflit-là.

D'un côté le gouvernement est critiqué pour ne pas suffisamment prendre en compte les intérêts de sa propre région, en dépensant des ressources militaires, économiques et politiques au bénéfice de pays qui ont peu à faire(peu à voir) avec la Norvège. D'un autre côté, le gouvernement est en même temps critiqué parce que la politique d'engagement ne donne pas les effets désirés, étant donné qu'on ne voit pas se dessiner de solution aux conflits dans le Moyen-Orient alors que la Norvège s'y est impliquée.

Le gouvernement cependant, rétorque que la Norvège, en raison de sa grande richesse (prospérité), a le devoir impérieux d'aider ceux qui sont dans le désespoir.

A ceci s'ajoute que le « modèle norvégien » et sa politique d'engagement ont été des éléments fondamentaux dans la recherche par la Norvège d'une place dans le concert

international après la Guerre froide et qu'elle a désormais trouvé une "niche" qui convient bien à la nation.

La Norvège dispose d'une faible puissance militaire, mais de moyens économiques très importants et elle demeure un peuple pacifique. Ainsi, ces caractéristiques spécifiques, cette "niche" contribuent à positionner la Norvège sur « l'échiquier » international, donnant à ce pays, dans la dimension qui est la sienne, la visibilité qu'il désire parmi les plus grands. C'est un pays qui a besoin des alliances internationales et de protections tout en restant dans son « pré carré ». La Norvège s'est toujours activée internationalement pour « mériter » et tenir cette place.

L'ensemble des contributions de la Norvège lui a permis de jouer un rôle important au Moyen-Orient. En outre, la Norvège, n'ayant aucun passé colonial ni aucune revendication territoriale « sous le Pôle Nord », se trouve dans une position idéale pour être choisie comme médiateur.

C'est ainsi qu'on en est amené à la conclusion que la realpolitique qu'a toujours voulu pratiquer la Norvège procède, c'est en tout cas la volonté profonde de ce pays, d'une authentique « idealpolitique ».

Autrement dit ; « *l'idealpolitique* » se traduit pour la Norvège, par une véritable *realpolitique*.

Bibliographie

OUVRAGES

- Battail, Jean-François, « *Les destinées de la Norvège moderne (1814-2005) – Essai sur l’histoire et la culture* », Michel de Maule, Paris, 2005
- Eide, Espen Barth, « Utenrikspolitikk » (Politique étrangère), dans le livre « *Norge – et portrett av en nasjon* » (La Norvège – un portrait d’une nation), Dinamo Forlag, Oslo, 2004
- Riste, Olav, « *Norway’s Foreign Relations – A History* », Universitetsforlaget, Oslo, 2005
- Tvedt, Terje, « Utviklingshjelp, utenrikspolitikk og makt – Den norske modellen » (L’aide développement, politique d’étrangère et le pouvoir – Le modèle norvégien).
- Tveit, Odd Karsten, *Krig & diplomati – Oslo –Jerusalem 1978-1996* (La guerre et la diplomatie), Aschehoug Historie, Oslo, 2006

ARTICLES

- Benkow, JO, *En norsk jøde om Israel* (Un juif norvégien sur l’Israël), Aftenposten, 13.10.2006
- Valla, Gerd Liv, *Norge og Midtøsten* (La Norvège et la Moyen Orient), Nationen, 12.07.2006
- Østerud, Øyvind, *Lite land som humanitær stormakt* (Un petit pays comme une grande puissance humanitaires), Nytt norsk tidsskrift no4, 2006
-

RAPPORTS ET PUBLICATIONS

- Helgesen, Vidar (Secrétaire d’Etat), *Grenseoverskridende regionalt samarbeid – betydningen av dette i et utenrikspolitisk perspektiv* (Corporation régionale innovatrice – l’importance de cela dans une perspective politique d’étranger), site internet Ministère des Affaires Etrangères, 24.03.2004, www.odin.dep.no/odinarkiv/norsk/bondevikII/ud/taler/
- Støre, Jonas Gahr, Ministre des Affaires Etrangères et Solheim, Erik, Ministre de Développement, *Norges arbeid for fred og utvikling er ikke symbolpolitikk* (La travaille

norvégienne pour la paix et la développement n'est pas une politique symbolique), site officielle Ministère des Affaires Etrangères, dec 2006, www.regjeringen.no/nb/dep/ud/

SITES INTERNET

Journaux:

www.aftenposten.no

www.dn.no

www.nationen.no

Institutions:

www.europaprogrammet.no/ (NORISS)

www.fafo.no/ais/middeast/index.htm

www.nupi.no

www.odin.dep.no

www.tiph.org

Remerciement

J'adresse ma profonde gratitude à Monsieur Bernard Burlet, mon « support linguistique » et bon ami qui a été un soutien inestimable pendant la rédaction de ce mémoire. Son aide a permis d'améliorer le français du mémoire et la logique de mon travail par des critiques importantes et judicieuses.

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
1 LES GRANDES LIGNES HISTORIQUES DE LA GEOPOLITIQUE NORVEGIENNE.....	5
1.1 1905 - 1940: NEUTRALITE DANS LA PERIPHERIE DU MONDE	5
1.2 1940/45 – 1990: OCCUPATION, «BATIR DE PONTS », ALLIANCES ET GUERRE FROIDE	7
1.3 L'EUROPE - LE GRAND DILEMME.....	10
1.4 APRES LA GUERRE FROIDE.....	11
1.5 CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	11
2 LES COMPOSANTES IDEOLOGIQUES DE LA PENSEE NORVEGIENNE.....	12
2.1 LA MODELE NORVEGIENNE – « UNE CROISIERE PACIFIQUE »	13
2.2 LA RELATION ENTRE LA POLITIQUE D'ETRANGERE ET LA POLITIQUE DE L'ENERGIE.....	15
2.3 CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	16
3 LES RELATIONS ET LES ENGAGEMENTS NORVEGIENS AU MOYEN-ORIENT	17
3.1 LE LIBAN	17
3.2 ISRAËL ET LES PALESTINIENS - LE CANAL D'OSLO	18
3.3 LE COMITE SPECIAL DE LIAISON AD HOC	19
3.4 L'AIDE BILATERALE DE LA NORVEGE A LA REGION PALESTINIENNE	19
3.5 PRESENCE INTERNATIONALE TEMPORAIRE A HEBRON	21
3.6 LA COOPERATION ENTRE LES PEUPLES	21
3.7 FACE AUX « DEFIS DE L'EAU » AU MOYEN-ORIENT : LE PROJET "WATERNET"	22
3.8 L'IRAK ET L'AFGHANISTAN.....	23
3.9 CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	24
4 REALPOLITIQUE OU « IDEALPOLITIQUE »	25
4.1 POLITIQUE DE SECURITE : ENGAGEMENTS DANS LA MER DE BARENTS OU AU MOYEN-ORIENT ?	25
4.2 LA CRITIQUE DE L'INTELLIGENTSIA	27
4.3 LA NOUVELLE MISSION : CONSTRUIRE LA PAIX	28
4.4 « BATIR UN ETAT DANS LA DEMOCRATIE »	30
4.5 LA « MALEDICTION » DE L'AIDE DE DEVELOPPEMENT.....	30
4.6 CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	31
CONCLUSION GENERALE	33
BIBLIOGRAPHIE.....	35
REMERCIEMENT.....	37
TABLE DES MATIERES	38